



## Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Principe de transformation de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM) est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au RCS le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€ dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46,02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9%) et d'actionnaires privés (45%).

La société TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public confiés par l'autorité organisatrice Montpellier Méditerranée Métropole, à l'intérieur du périmètre des transports urbains. TaM réalise par ailleurs toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Par ailleurs, la société réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement sur voirie via sa filiale TaM Voirie.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont liées à la SAEML TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, qui rentre dans sa 2<sup>ème</sup> phase en septembre 2021, et d'autre part les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service ; il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

En effet, depuis la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, les collectivités locales ont la possibilité de créer des SPL permettant l'exploitation des services publics à caractère industriel ou commercial et à toutes autres activités d'intérêt général.

Une SPL dispose d'un régime similaire à celui des SAEML. Elle est régie par les dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du Code de commerce. Elle présente les caractéristiques suivantes :

- Un actionnariat exclusivement public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales ;
- Une activité au seul bénéfice de ses actionnaires, selon leurs propres compétences et sur leur unique territoire ;
- Un dispositif de « contrôle analogue » garantissant une maîtrise totale des collectivités actionnaires ;
- La possibilité pour chacun de ses actionnaires de conclure des contrats sans mise en concurrence au regard du caractère « in house » de la relation existante avec la SPL ;
- Elle est soumise au Code de la commande publique pour l'ensemble de ses propres achats.

La SPL s'inscrit par ailleurs pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de de

nouveaux partenaires publics.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent faire évoluer la SAEML TaM en SPL afin de se doter d'un outil opérationnel qui assurera, dans un but d'intérêt général, une politique de mobilité intégrée fondée sur la gestion et l'exploitation des transports urbains, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage, la gestion et l'exploitation du stationnement sur voirie, ainsi que la réalisation d'infrastructures lourdes pour le compte de ses actionnaires. Ce statut permettra également d'assurer une gestion des contrats entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société de manière plus souple et juridiquement sécurisée.

Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme juridique de société anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous un nouveau statut.

Cette transformation nécessite toutefois une évolution de la composition et de la répartition du capital social, elle implique par ailleurs une adaptation des statuts de la société, la mise en place d'une charte des actionnaires et la mise en œuvre d'un contrôle analogue des actionnaires sur la société.

La procédure nécessite le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL, que sont la Caisse des dépôts et consignation, la société Transdev, la Caisse d'Epargne, la Banque populaire du Sud, le Crédit agricole, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault, l'association CLCV. Sous réserve d'obtenir l'accord de tous les actionnaires, il est proposé que ce rachat s'opère à quasi parts égales entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, afin de pouvoir maintenir une composition de la SPL à environ 70% pour Montpellier Méditerranée Métropole et 30% pour la Ville de Montpellier.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TaM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leur exécution, et pourront bénéficier d'aménagements facilités.

L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le cadre du processus de transformation de la SAEML TaM en SPL pourra s'opérer au cours du second semestre de l'année 2021 avec la perspective d'une mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Un projet de modification statutaire sera proposé lors d'un prochain Conseil d'Administration de la société afin d'être présenté et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de TaM. Le projet de modification statutaire fera préalablement l'objet d'une délibération en Conseil municipal et en Conseil de Métropole.

Par ailleurs les négociations en vue du rachat des parts avec les actionnaires privés seront engagées par les collectivités, de manière à pouvoir opérer la transformation de la société à l'issue de ces opérations.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe de la transformation de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 4 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-163940-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.